



AVIS PUBLIC

Article 72 Loi sur les compétences municipales (Deuxième publication)

AVIS PUBLIC est par la présente donné, par la soussignée, Me Marie-Josée Bédard, directrice des Services juridiques et greffière adjointe, que la Municipalité de McMasterville entend se prévaloir de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) afin de devenir propriétaire d'une parcelle de la voie de circulation nommée rue de l'École, lot numéro 4 496 411 du Cadastre du Québec. Ce lot constitue une voie de circulation ouverte au public depuis plus de dix (10) ans et aucune taxe n'a été prélevée à son égard au cours des dix (10) dernières années.

Le texte intégral de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* se lit comme suit :

« 72. Toute voie ouverte à la circulation publique depuis au moins 10 ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités prévues au présent alinéa, soit:

1° la municipalité adopte une résolution identifiant la voie concernée, soit par sa désignation cadastrale lorsque son assiette correspond à celle d'un ou de plusieurs lots entiers du cadastre en vigueur, soit, dans le cas contraire, par une description technique préparée par un arpenteur-géomètre;

2° le cas échéant, une copie de la description technique, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité;

3° la municipalité fait publier deux fois, dans un journal diffusé sur son territoire, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire de la voie concernée;

c) une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

La deuxième publication doit être faite après le soixantième et au plus tard le 90^e jour qui suit la première.

Lorsqu'une immatriculation est requise par la loi, la municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie devenue sa propriété par l'effet du présent article, ainsi que la partie résiduelle. Elle doit, en outre, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse sur le registre foncier, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale.

La municipalité publie au registre foncier une déclaration faisant référence au présent article, comportant la désignation cadastrale du terrain visé et indiquant que les formalités prévues aux trois premiers alinéas ont été accomplies.

Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit si le recours approprié n'est pas exercé devant le tribunal compétent dans les trois ans qui suivent la dernière publication prévue au paragraphe 3° du premier alinéa.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des 10 années précédentes. »

Description sommaire de la voie concernée

Une parcelle de la rue de l'École connue et désignée comme étant le lot numéro 4 496 411 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Verchères.



Une copie du plan, illustrant le lot mentionné précédemment, peut être consultée au bureau de l'hôtel de Ville, situé au 255, boulevard Constable, à McMasterville, pendant les heures normales d'ouverture.

Déclaration des formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 72 de la Loi sur les compétences municipales

AVIS est également donné que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* ont été accomplies.

Le conseil municipal a adopté la résolution numéro 2022-305, lors de la séance ordinaire du Conseil tenue le 5 octobre 2022, identifiant la voie de circulation concernée par sa désignation cadastrale puisque son assiette correspond à celle d'un lot entier du cadastre en vigueur.

Le premier avis a été publié le 19 octobre 2022 dans le journal L'Œil Régional, à l'endroit désigné par le conseil municipal et sur le site internet de la municipalité, conformément à l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales*.

DONNÉ À McMASTERVILLE, ce 4^e jour du mois de janvier 2023.

Directrice des Services juridiques
et greffière adjointe,

Me Marie-Josée Bédard